

## BURKINA FASO ET GHANA : DEUX PAYS FACE AU DÉFI DU TERRORISME

### Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire d'amitié France – Afrique de l'Ouest au Burkina Faso et au Ghana

*Du 12 au 19 avril 2019*

Une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France-Afrique de l'Ouest s'est rendue au Burkina Faso, puis au Ghana, du 12 au 19 avril 2019.

Conduite par M. André Reichardt, président, du groupe d'amitié France-Afrique de l'Ouest, elle était composée Mme Nathalie Goulet, vice-présidente, et de MM. Joël Guerriau, vice-président, et Martin Lévrier, secrétaire.

Au cours des quatre jours qu'ils ont passés au Burkina Faso, les sénateurs ont rencontré le ministre de la Sécurité, M. Ousséni Compaoré, ce qui leur a permis de faire un point complet sur la situation sécuritaire du pays, qui s'est beaucoup dégradée au cours des dernières années.

Ils ont également été reçus en audience par le président de l'Assemblée nationale, M. Alassane Bala Sakandé, qui a évoqué avec eux les principaux aspects de la vie parlementaire burkinabée. Ces questions ont ensuite été approfondies lors d'une réunion à laquelle participaient notamment les présidents des commissions de la Défense et de la Sécurité (CODES), du Genre, de l'Action sociale et de la Santé (CGASS) et de l'Évaluation des politiques publiques et du Suivi de recommandations (CEPSUR).

Les sénateurs ont bénéficié d'un accueil très chaleureux de la part des députés membres du groupe d'amitié Burkina Faso-France et de son président, M. Mamadou Diallo. Ils sont convenus d'intensifier les échanges entre leurs groupes d'amitié respectifs, engagement qu'ils ont formalisé en signant **une feuille de route**.

En dépit du contexte sécuritaire très difficile, les sénateurs ont pu mesurer l'engagement de la France au Burkina Faso en visitant, peu de temps avant sa réouverture, l'Institut français de Ouagadougou et la maison des jeunes

talents du Burkina Faso, baptisée « *La Ruche* », ainsi qu'en échangeant lors d'un déjeuner avec les représentants de l'Agence française de développement (AFD) au Burkina Faso. Ils ont enfin visité le centre agropastoral de Napam-Beogo, à proximité de la capitale.



*Audience avec le président de l'Assemblée nationale du Burkina Faso, M. Alassane Bala Sakandé*

Le déplacement s'est poursuivi pendant deux jours au Ghana. Les sénateurs ont d'abord été reçus par M. Joe Osei Owusu, premier vice-président de l'Assemblée nationale, puis se sont entretenus longuement avec les députés du groupe d'amitié Ghana-France, présidé par M. Éric Darfour.

Dans un deuxième temps, ils ont assisté à un exercice d'anti-terrorisme des Forces spéciales ghanéennes, auquel étaient associés deux instructeurs du RAID.

Ils ont ensuite visité le centre de commandement maritime d'Osu Castle, où leur ont été présentés les principaux enjeux de la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée.

La visite des sénateurs au Ghana s'est également concentrée sur la question des échanges économiques, le pays enregistrant

actuellement une très forte croissance. A cet égard, la délégation a rencontré des chefs d'entreprises françaises y étant implantées et a visité le port de Tema, en cours d'extension avec la participation du groupe français Bolloré. Les sénateurs ont enfin rencontré les représentants de l'AFD au Ghana, qui leur ont présenté l'activité de l'agence dans ce pays.

Au Burkina Faso comme au Ghana, les sénateurs se sont longuement penchés sur la question de la fraude documentaire, provoquée par des états civils défectueux, et ont évoqué la possibilité de saisir *Tracfin* pour une mission de lutte contre le terrorisme et les financements illégaux (*Orange Money, Cash Money, etc.*).

### ***1. Le terrorisme islamiste qui vise aujourd'hui le Burkina Faso, pourrait menacer demain le Ghana***

- L'ensemble des entretiens avec les interlocuteurs burkinabés, et en premier lieu **le ministre de la Sécurité, M. Ousséni Compaoré**, a permis à la délégation de prendre la mesure de la déstabilisation très grave que subit actuellement **le Burkina Faso**. Celle-ci est due à la multiplication des attaques terroristes sur son sol, initiées par des groupes tels qu'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), le groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (GSIM) ou bien encore l'État islamique au Grand Sahara.

Alors que le Mali voisin, lui-même déstabilisé par le chaos libyen, a vu son intégrité territoriale gravement remise en cause depuis 2012 par les groupes djihadistes précédemment évoqués, le Burkina Faso, longtemps épargné par le terrorisme islamiste, constitue aujourd'hui une cible que les terroristes n'hésitent plus à frapper au cœur. En témoignent les attentats survenus dans la capitale Ouagadougou, le 15 janvier 2016, contre le café *Cappuccino* et l'hôtel *Splendide*, le 13 août 2017 contre le restaurant *Istanbul*, et le 2 mars 2018 contre l'ambassade de France et l'état-major des armées burkinabé.

Si ces attentats sont spectaculaires, la situation est beaucoup plus dramatique au Nord du pays et dans la région dite des « trois frontières », à proximité du Niger et du Mali, où les violences causées par des groupes armés sont de plus en plus nombreuses. Ces attaques djihadistes, qui tendent également à se multiplier à l'Est du pays, visent très souvent des casernes ou des gendarmeries, mais également des civils. Elles ont récemment dégénéré en violences intercommunautaires.

Entre le 31 mars et le 2 avril 2019, 62 personnes ont ainsi péri dans la commune d'Arbinda à la suite d'une attaque djihadiste qui a entraîné des représailles entre communautés Kouromba, Peuls et Mossis. Les attaques contre les chrétiens se sont également multipliées ces derniers mois.

Depuis 2015, les conséquences de cette crise sécuritaire sans précédent dans l'histoire du pays sont dramatiques : 450 morts liés à des attaques terroristes, des enlèvements ou des conflits intercommunautaires, plus de 100 000 déplacés dans le Nord et l'Est du pays, plus de 1 000 écoles fermées, etc.

Alors que le Burkina Faso risque de devenir le nouveau « maillon faible » au Sahel dans la lutte contre les groupes terroristes, l'armée burkinabée peine pour le moment à faire face à une menace dont l'ampleur va croissant, malgré de vastes opérations menées dans le Nord et dans l'Est du pays.



*Audience avec le ministre de la Sécurité du Burkina Faso, M. Ousséni Compaoré*

Si les autorités burkinabées ont à plusieurs reprises fait appel aux troupes françaises de l'opération *Barkhane* ou aux forces spéciales du détachement *Sabre* stationnées au Sud de Ouagadougou, elles restent soucieuses de contrôler elles-mêmes la sécurité de leur pays.

Elles comptent également sur la mise en place de la force militaire conjointe du G5 Sahel, qui regroupe depuis 2014 la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad, pays de la bande sahélo-saharienne confrontés aux mêmes défis sécuritaires.

Toutefois, les opérations militaires conjointes demeurent balbutiantes, faute de financements suffisants.

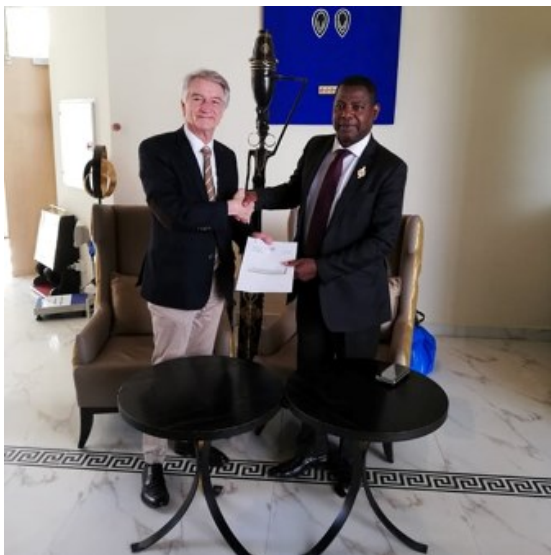
Alors que les inquiétudes pour l'avenir du Burkina Faso se font de plus en plus fortes, celui-ci est désormais perçu comme un « verrou » qui, s'il venait à tomber, provoquerait une contagion de la menace djihadiste vers les pays côtiers du Golfe de Guinée, en particulier la Côte d'Ivoire (touchée par l'attentat de Grand Bassam en mars 2016), le Ghana, le Bénin et le Togo.

Ces craintes ont redoublé avec l'enlèvement dans le parc de la Pendjari, au Nord du Bénin, de deux touristes français, libérés le 9 mai 2019 à l'issue d'une intervention militaire française au Nord du Burkina Faso.

- **Le Ghana**, qui n'a jamais subi jusqu'ici d'attaque terroriste sur son sol, prend progressivement conscience qu'il doit se préparer à toutes les éventualités. Si l'exercice auquel les sénateurs ont assisté – une intervention des forces spéciales ghanéennes pour libérer des otages – témoigne de la volonté de les faire monter en compétences avec l'appui des experts du RAID, la mobilisation doit gagner en intensité pour parer le plus efficacement possible aux risques d'attentats potentiels.

## **II. Des élections présidentielles en 2020 au Burkina Faso comme au Ghana**

- Depuis la dernière visite du groupe d'amitié en septembre 2014, **le Burkina Faso** a connu des bouleversements politiques majeurs, à la suite du renversement du président Blaise Compaoré au mois d'octobre de la même année, après 27 ans à la tête du pays. Si la période de transition a été menacée par une tentative de coup d'État en septembre 2015, Roch Marc Christian Kaboré a finalement été élu président de la République, le 30 novembre 2015, avec 53,5 % des voix dès le premier tour.



*Signature de la feuille de route entre les groupes d'amitié France-Afrique de l'Ouest du Sénat et Burkina Faso-France de l'Assemblée nationale burkinabée*

Cette transition démocratique réussie, saluée par le Président de la République Emmanuel Macron lors de sa visite au Burkina Faso en novembre 2017, s'accompagne d'une forte

activité de l'Assemblée nationale, désireuse de multiplier les échanges avec le Sénat pour développer ses fonctions législatives et de contrôle.

Dans le cadre de **la feuille de route signée par les présidents des deux groupes d'amitié**, il a ainsi été prévu de poursuivre la coopération relative aux archives parlementaires, qui avait donné lieu à une mission d'un fonctionnaire du service des archives du Sénat en 2018, mais également d'étudier la possibilité de lancer une chaîne parlementaire de l'Assemblée nationale du Burkina Faso, en lien avec la chaîne Public Sénat.

- **Le Ghana**, pays anglophone de près de 30 millions d'habitants entouré de pays francophones, constitue un exemple de démocratie apaisée en Afrique, puisqu'il a connu en 2016, avec l'élection de Nana Akufo-Addo, la troisième alternance pacifique de son histoire.

Francophone et francophile, le président Akufo-Addo souhaite faire de son pays un membre à part entière de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) pour mieux l'intégrer à la sous-région.

Mais la grande priorité de son mandat demeure le développement de l'économie ghanéenne, dont la forte croissance s'accompagne de la persistance d'importantes inégalités sociales.

## **III. Le Ghana et le Burkina Faso, des pays voisins avec des trajectoires économiques très différentes**

- Classé depuis 2010 dans la catégorie des « pays à revenu intermédiaire », **le Ghana** possède la deuxième économie de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), derrière le Nigéria et devant la Côte d'Ivoire. Son taux de croissance moyen est de 6,7 % depuis dix ans, ce qui témoigne d'un fort dynamisme. Parmi les principales richesses du pays figurent, depuis 2011, le pétrole (5 à 7 milliards de barils de réserves), le cacao (dont le Ghana est le deuxième producteur mondial) et l'or (deuxième producteur d'Afrique).

Parmi les principales fragilités du Ghana demeurent le niveau de la dette (73 % du PIB), qui avait conduit à faire appel au FMI en 2014 et en 2015, mais également le niveau de pauvreté d'une grande partie de la population. Les entreprises françaises peuvent également y rencontrer certaines difficultés liées aux variations de la monnaie nationale, le cedi, ou aux règles qui régissent les investissements.

Il n'en demeure pas moins que le tableau d'ensemble est positif et que le pays bénéficie d'une réelle attractivité auprès des entreprises étrangères, comme en témoigne l'installation récente d'un centre de recherche de Google à Accra. Développer les relations économiques entre la France et le Ghana constitue donc un enjeu important.



Réception à l'Assemblée nationale du Ghana

- **Le Burkina Faso**, qui appartient à la bande sahélo-saharienne et n'a pas d'accès à la mer, est l'un des pays les plus pauvres du monde, puisque il se situe à la 185<sup>e</sup> place sur 188 du classement de l'indice de développement humain (IDH). Les principales richesses du pays sont la culture du coton et la production d'or. L'aide au développement représente 10 % du PIB.

Alors que l'absence de conflit armé constituait l'un des grands atouts du pays, la dégradation sécuritaire pèse sur l'économie, ce qui rend l'action des principaux partenaires du Burkina Faso d'autant plus nécessaire. Les sénateurs ont pu constater que des dispositifs tels que « *La ruche* », maison des jeunes talents, pouvaient constituer un atout précieux pour renforcer l'employabilité des jeunes habitants de Ouagadougou. Ils ont également noté que l'action de l'AFD avait un impact parti-

culièrement fort au Burkina Faso, notamment dans les régions les plus déshéritées : lutter contre l'extrême pauvreté y demeure une priorité car celle-ci constitue un terrain favorable pour le terrorisme.

Alors que le Burkina Faso est l'un des pays africains avec lesquels les collectivités territoriales françaises ont tissé le plus de liens dans le cadre de la coopération décentralisée, il paraît capital de poursuivre les projets en cours et de ne pas céder au climat de peur que cherchent à instaurer les terroristes.

C'est la raison pour laquelle la feuille de route signée entre les groupes d'amitié prévoit notamment que les sénateurs sensibiliseront leurs collègues aux possibilités offertes par la loi « Oudin-Santini » en matière de **coopération décentralisée dans le domaine de la politique de l'eau** (forages de puits, adduction d'eau, etc.).

\*  
\*   \*   \*

Ce déplacement du groupe d'amitié au Burkina Faso et au Ghana s'est effectué dans un climat d'inquiétude, compte tenu de la progression de la menace terroriste qui déstabilise le Sahel et pourrait représenter prochainement un danger pour les États qui longent le Golfe de Guinée.

Elle a malgré tout permis des échanges riches et fructueux avec les pouvoirs publics de ces deux pays, et en particulier avec les représentants de leurs assemblées nationales, qui se sont notamment matérialisés par la signature de la feuille de route entre le groupe d'amitié France-Afrique de l'Ouest du Sénat et le groupe d'amitié Burkina Faso-France.

#### Composition de la délégation

			
<b>M. André REICHARDT</b> Président du groupe d'amitié Sénateur du Bas-Rhin  (Les Républicains)	<b>Mme Nathalie GOULET</b> Vice-présidente du groupe Sénateur de l'Orne  (UC)	<b>M. Joël GUERRIAU</b> Vice-président du groupe Sénateur de la Loire- Atlantique (UC)	<b>M. Martin LÉVRIER</b> Secrétaire du groupe Sénateur des Yvelines  (LaREM)

Composition du groupe d'amitié : [http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami\\_573.html](http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_573.html)